

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2015

Publication : 09/04/2015

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



La Directrice Etudes Finances  
et Appuis de la Solidarité

  
Nathalie MAILLOT

Conseil Général  
Haut-Rhin 

Direction Études, Finances  
et Appui de la Solidarité  
Service de la Tarification des Établissements

Colmar, le

ARRETE 2015 00127 DEFAS  
Du 30 MARS 2015

portant notification de la décision d'autorisation budgétaire pour l'exercice 2015  
concernant l'Association de Soins et d'Aides de MULHOUSE et Environs (ASAME)

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L 314-1 et suivants, R 314-1 à R 314-117 relatifs à la tarification et aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R 314-130 à R 314-136 relatifs aux dispositions propres aux services d'aide à domicile, et les articles L 351-1 à L 351-8 et R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** l'arrêté 2006-330 DSOL du 16 juin 2006 portant autorisation de création d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes âgées et pour personnes handicapées adultes par l'Association de Soins et d'Aide de MULHOUSE et Environs (ASAME) ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'Association de Soins et Aides de MULHOUSE et Environs (ASAME) et la contre-proposition rédigée par le Conseil Général du Haut-Rhin en date du 17 mars 2015 ;
- VU** le rapport et la délibération n° CG-2014-6-4-3 du 4 décembre 2014 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2015 ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2015, les dépenses et les recettes prévisionnelles concernant l'Association de Soins et d'Aides de MULHOUSE et Environs (ASAME) sont autorisées comme suit :

### DEPENSES

Groupe I – Dépenses afférentes à l'exploitation courante	197 290 €
Groupe II – Dépenses afférentes au personnel	2 544 326 €
Groupe III – Dépenses afférentes à la structure	307 273 €
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>3 048 889 €</b>

### RECETTES

Groupe I – Produits de la tarification	3 017 722 €
Groupe II – Autres produits relatifs à l'exploitation	31 167 €
Groupe III – Produits financiers et produits non encaissables	0 €
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>3 048 889 €</b>

### ARTICLE 2 :

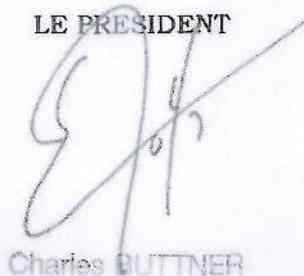
La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

### ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRÉSIDENT



Charles BUTTNER